

Les crédits

• (1610)

Il est vrai que nous devons trouver le moyen d'amener l'industrie à faire davantage, mais le gouvernement n'aide en rien en se préparant à éliminer 500 emplois au CNRC. En quoi le gouvernement appuie-t-il les efforts déployés en recherche et en développement et en sciences en s'en prenant au Conseil national de recherches du Canada et en démoralisant des centaines de chercheurs sans dire clairement dans quelle direction il faut aller?

En quoi le gouvernement stimule-t-il les efforts déployés en faveur de la recherche et du développement si nos universités, où se fait beaucoup de recherche fondamentale, sont victimes de sous-financement en raison des compressions dans le financement des programmes établis au profit d'autres secteurs, notamment les programmes de bourses, dont le gouvernement tire une si grande fierté? Il s'agit de bons programmes, mais dans l'enveloppe globale, ce qui constitue le budget du secteur de la recherche et du développement reste inchangé.

En passant, il affirme que j'insiste trop sur le doublement des dépenses intérieures brutes de recherche et développement. Ce n'est pas moi qui, en 1983, ai promis de doubler ces dépenses, c'est le premier ministre. Ce n'est pas moi ni une branche provinciale du NPD, mais le gouvernement fédéral, en consultation avec les provinces, qui a déclaré qu'il voulait doubler les dépenses intérieures brutes de recherche et développement, soit le pourcentage de notre PIB consacré à la recherche et au développement. Si ces 2,5 p. 100 ne constituent pas l'objectif du gouvernement, qu'il nous dise quel est son objectif pour que nous prenions les mesures pour l'atteindre. Fixons-nous un objectif.

Le Conseil consultatif national des sciences et de la technologie, que le premier ministre lui-même a créé, ce dont nous le félicitons, affirme que nous devons nous fixer un objectif précis. Si ce n'est pas 2,5 p. 100, quel est-il et de combien de temps disposons-nous? Nous ne pouvons pas continuer comme nous sommes partis.

M. Milliken: Madame la présidente, étant donné le grand nombre de députés qui veulent prendre la parole, je voudrais informer la présidence que, de ce côté-ci de la Chambre, la prochaine fois que nous aurons la possibilité d'intervenir, les députés disposeront de dix minutes pour parler et de cinq minutes pour les questions et les commentaires à la fin de chaque discours, si la Chambre n'y voit pas d'inconvénient.

La présidente suppléante (Mme Champagne): Il reste trois minutes pour la période des questions et des commentaires.

M. Winegard: Il se pourrait que nous voulions avoir un autre discours de 20 minutes et utiliser le double de notre temps de parole, si cela est nécessaire.

La présidente suppléante (Mme Champagne): Je remercie le député et le ministre pour leurs commentaires. La présidence apprécierait beaucoup si, au début d'un discours de 20 minutes, la personne concernée m'en avertissait. C'est plus facile pour l'attribution du temps et pour avertir l'orateur qu'il ne lui reste plus qu'une minute et qu'il peut vouloir conclure son discours.

Reprenons le débat.

L'hon. William C. Winegard (ministre des Sciences): Madame la présidente, j'espère que vous m'accorderez un moment pour répondre à mon collègue, dans le cadre des questions et des commentaires.

Mon collègue prétend qu'on a réduit les dépenses du gouvernement au titre de la recherche et du développement. Je voudrais seulement lui indiquer les chiffres. En 1984-1985, elles s'élevaient à 2,45 milliards de dollars et en 1989-1990, à 2,9 milliards de dollars. En ce qui concerne le financement par le gouvernement de la recherche et du développement industriels, le Japon en finance 1,7 p. 100, le Canada 11,8 p. 100 et l'Allemagne à peu près 12 p. 100. Nous assumons donc une part équitable du financement des travaux de recherche et de développement industriels partout où l'industrie est disposée à en entreprendre.

Je voudrais faire un autre commentaire. Je sais qu'il y a de nombreuses sociétés multinationales au Canada qui ne font pas beaucoup de recherche, mais il serait malavisé de nous contenter de généraliser. Si on considère Pratt & Whitney, IBM Canada, ou quelques autres, comme la Compagnie pétrolière impériale, ces sociétés sont parmi les chefs de file dans notre pays dans le domaine de la recherche et du développement. On ne peut pas faire ce genre de déclaration générale.

La présidente suppléante (Mme Champagne): Je vois que le député de Windsor—Sainte-Claire désire répondre; toutefois, la période réservée aux questions et aux commentaires est terminée. Y a-t-il consentement unanime de la Chambre pour permettre au député de répondre?

Des voix: D'accord.

M. McCurdy: Les chiffres sont éloquentes. La contribution du gouvernement a baissé de 4 p. 100 depuis l'arrivée du gouvernement au pouvoir. Les contributions des universités, quant à elles, ont diminué de 1 p. 100. La part de l'industrie a augmenté de 5 p. 100. Mon Dieu, c'est pourtant facile, quand on examine globalement qui dépense quoi, de s'apercevoir que la contribution du gou-